

«La crise de la Genève internationale doit servir d'électrochoc»

Multilatéralisme Vincent Subilia plaide pour des mesures d'urgence pour éviter un exode des talents et préserver l'un des piliers de l'identité suisse.

Alain Jourdan

Directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), président de la Chambre de commerce suisse, député au Grand Conseil genevois, Vincent Subilia est aussi un militant infatigable de la Genève internationale. Alors que le système multilatéral vacille sous l'effet de coupes budgétaires sans précédent, il plaide pour des mesures d'urgence afin de préserver les talents en poste à Genève et appelle à un sursaut collectif pour défendre ce pilier de l'identité suisse.

Face aux suppressions de postes dans le système onusien, quel est le constat aujourd'hui à Genève?

Nous vivons une période critique. Le système multilatéral traverse une crise de liquidités aiguë, alimentée notamment par le retrait d'États contributeurs majeurs. Genève, en tant que première plateforme diplomatique mondiale, en subit de plein fouet les conséquences. Les réductions budgétaires entraînent des restructurations, des départs forcés, et in fine des pertes d'expertise irremplaçable. Au-delà des chiffres, ce sont des réalités humaines difficiles: derrière chaque poste supprimé, il y a des chercheurs, des spécialistes, des agents administratifs, souvent installés ici depuis des années avec leurs familles. Ces professionnels ne sont pas soumis au droit suisse. Lorsqu'ils perdent leur emploi, ils perdent dans la foulée leur carte de légitimation, leur logement, parfois le statut scolaire de leurs enfants. Et dans certains cas, ils doivent rentrer dans des pays instables ou en guerre. C'est une violence silencieuse, mais réelle.

Que proposez-vous pour éviter cet exode des talents?

Il faut agir vite, avec pragmatisme et humanité. Je propose deux me-



Interview de Vincent Subilia, député au Grand Conseil et directeur de la CCIG. Magali Girardin

sures concrètes. Tout d'abord, l'extension des délais de validité des cartes de légitimation, afin de permettre à ces professionnels de rester temporairement sur le territoire suisse, de se retourner, de retrouver une stabilité. Cela créerait un espace de transition digne, au lieu de précipiter des départs forcés. Ensuite, la mise en place d'un permis de travail spécifique, à l'image de ce qui a été fait pour les réfugiés ukrainiens. Cela permettrait à certains profils hautement qualifiés – ingénieurs, experts en intelligence artificielle, professionnels de la cybersécurité ou de la santé publique – de poursuivre une activité lucrative en Suisse. Ces compétences sont vitales pour notre économie. On estime à plus de 500'000 les postes à pourvoir en Suisse dans les années à venir dans les secteurs innovants. Les talents sont déjà là, à Genève. Ne pas les retenir serait une erreur stratégique majeure.

Ce plaidoyer semble nourri par votre attachement à la Genève internationale. Y croyez-vous toujours malgré la crise actuelle?

Plus que jamais. Mais il ne suffit pas d'y croire, il faut agir. Le multilatéralisme est l'ADN de Genève. C'est ce qui fait que notre ville est respectée, écoutée, considérée. Sans lui, nous ne serions qu'une modeste bourgade alpine. Avec lui, nous sommes un carrefour global, un lieu de dialogue unique. Cette crise doit servir d'électrochoc. Il faut bien comprendre que rien n'est acquis. D'autres villes, d'autres États – à commencer par certains pays du Golfe ou des capitales africaines, et même européennes – investissent massivement pour attirer des organisations internationales. Ils déroulent le tapis rouge, avec des offres très concrètes: loyers réduits, fiscalité adaptée, infrastructures modernes, services clés en main. Leur motivation est claire: créer de l'emploi à forte valeur

ajoutée, renforcer leur *soft power*. Et nous, pendant ce temps, avons parfois eu tendance à considérer cette présence comme allant de soi. Il est temps d'inverser cette logique. Il faut que Genève redevenue conquérante.

Concrètement, comment Genève peut-elle rester compétitive?

Par son écosystème. Nulle part ailleurs on ne trouve une telle concentration d'organisations internationales, de centres de réflexion, d'ONG, de missions diplomatiques, d'experts. C'est une richesse immense. Ce tissu, il faut le choyer, le faire vivre, l'adapter. Cela implique plusieurs choses: soutenir les acteurs locaux, comme la Fondation pour Genève internationale (et son Club diplomatique, dont j'ai l'honneur d'être vice-président) ou les structures qui facilitent l'intégration des organisations internationales, à l'instar du CAGI dont la CCIG est membre associé.

Investir dans de nouvelles formes de diplomatie, notamment dans les domaines du numérique, de la gouvernance de l'IA, de la gestion des données. Ce sont les terrains du futur. La conférence mondiale sur l'intelligence artificielle, et sa gouvernance, prévue à Genève en 2027, est une opportunité stratégique. Il faut la préparer sérieusement, y consacrer des moyens à la hauteur des enjeux. Renforcer notre capacité d'accueil, y compris en matière de logement, de connectivité, de simplification administrative. Et il faut, bien sûr, rester fidèles à ce qui fait notre force: la neutralité, la stabilité, la sécurité, la confiance. Enfin, il faut mieux raconter l'histoire de Genève au reste du monde. Nous souffrons parfois d'un déficit d'image. Les médias se sont désengagés, souvent faute de moyens. Pourtant, ce qui se passe ici est fondamental.

En somme, il s'agit d'un appel à un sursaut collectif?

Absolument. Il ne s'agit pas seulement de défendre des institutions. Il s'agit de défendre une idée de la Suisse. La Genève internationale, ce n'est pas un gadget. C'est un pilier de notre identité nationale. Elle génère plus de 5 milliards d'impact économique direct, des dizaines de milliers d'emplois, mais surtout, elle incarne un socle de valeurs. Le droit, le dialogue, la paix. Dans un monde marqué par les replis autoritaires, les populismes, la défiance entre États, ces valeurs sont plus précieuses que jamais. Nous devons les défendre avec détermination, lucidité et ambition. Genève n'a pas dit son dernier mot. Mais elle doit se battre, convaincre, se réinventer. C'est un devoir collectif, qui dépasse les clivages partisans. Je suis convaincu que nous avons les ressources humaines, institutionnelles et morales pour y parvenir.